

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 mars 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 21 mars 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 7 novembre 2002 (S/2002/1233), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport complémentaire que la République-Unie de Tanzanie a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Andrey I. Denisov



Annexe

**Note verbale, datée du 17 mars 2005, adressée
au Président du Comité contre le terrorisme par la Mission
permanente de la République-Unie de Tanzanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport complémentaire de la République-Unie de Tanzanie (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Rapport complémentaire présenté par la République-Unie de Tanzanie au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Alinéa a) du paragraphe 1

La « circulaire administrative » de la Banque de Tanzanie sur le blanchiment de l'argent a-t-elle force de loi? En particulier, quel est le fondement juridique des « sanctions administratives » qu'elle inflige aux banques et autres institutions financières et aux « membres en faute de leur personnel »?

La Banque de Tanzanie a publié le 30 juin 2000 la circulaire administrative n° 8 sur la lutte contre le blanchiment de l'argent. Cette circulaire n'a pas à proprement parler force de loi, mais l'interprétation des dispositions pertinentes de la loi de 1991 sur les institutions bancaires et financières [BFIA 1991] permet de dire qu'elle est appuyée par la loi. L'article 17 de cette loi autorise la Banque de Tanzanie à contrôler toutes les banques et institutions financières de la République-Unie de Tanzanie. Le paragraphe 1 de cet article est libellé comme suit :

« Nonobstant les dispositions de toute loi, l'autorité liée à la surveillance, au contrôle et à la réglementation de toutes les banques et institutions financières de la République-Unie de Tanzanie est par la présente confiée à la banque qui, aux fins de la présente loi et sans porter atteinte au caractère général de l'autorité conférée par ce qui précède, est autorisée à :

c) Exiger de toute banque ou institution financière qu'elle fournisse, dans un délai qu'elle stipulera, tout renseignement ou qu'elle réponde à toute instruction, directive ou décision donnée par elle en application des pouvoirs qui lui ont été conférés en vertu de la présente loi ou de la loi sur la Banque de Tanzanie;

d) Exiger de toute banque ou institution financière qu'elle fournisse des rapports périodiques écrits aux dates et de la manière prescrite par elle. »

L'interprétation de l'article susmentionné de la loi confère un appui juridique à la circulaire n° 8.

La base légale des « sanctions administratives » que la circulaire n° 8 inflige aux banques et autres institutions financières ainsi qu'aux « membres en faute de leur personnel » découle du paragraphe 2 de l'article 17 de la loi de 1991 sur les institutions bancaires et financières, qui dit ce qui suit :

« Si une banque ou une institution financière enfreint ou omet d'appliquer l'une quelconque des conditions visées à l'alinéa c) du paragraphe 1) du présent article, la banque ou l'institution financière concernée ainsi que les employés responsables de la faute peuvent être condamnés à une amende à ce titre. »

Comme indiqué plus haut, l'appui juridique de la circulaire n° 8 n'est pas exprimé de manière spécifique et directe, mais sa légalité est établie par inférence.

Pour combler cette lacune, un projet de loi modifiant la loi BFIA 1991 sera prochainement soumis au Parlement.

Le Comité contre le terrorisme (CCT) souhaiterait recevoir un rapport intérimaire et des précisions sur l'enchaînement des transactions suspectes dont il est question dans le rapport et souhaiterait savoir ce qui constitue une « transaction suspecte » dans ce contexte.

Aux termes des dispositions de l'article 4 g) de la circulaire n° 8 sur la lutte contre le blanchiment de l'argent, les institutions visées sont tenues de signaler les enchaînements de transactions suspectes et d'en informer les services de répression après avoir consulté la Banque de Tanzanie.

Voici des précisions sur quelques-unes des transactions suspectes signalées par des banques et des institutions financières depuis l'entrée en vigueur de la circulaire :

1) Quatorze virements par Money Gram effectués entre le 19 février 2004 et le 9 avril 2004 par diverses personnes à Taiwan, pour un montant total de 101 220 dollars. La fréquence et le montant total des virements ont éveillé les soupçons.

2) Divers versements importants de la part d'un client (qui avait généralement un solde minimal de 10 000 shillings tanzaniens), variant entre 500 000 shillings tanzaniens et 2 millions de shillings tanzaniens et six virements en provenance de Zambie variant entre 20 millions et 52 millions de shillings tanzaniens. Le brusque changement dans la fréquence et l'importance des versements a éveillé les soupçons de l'institution.

3) Ouverture le 6 mai 2003 d'un nouveau compte, qui a reçu le 22 août 2003 un versement de 259 390,40 dollars des États-Unis en provenance de la Banque arabe d'Oman par l'intermédiaire de Citibank à New York. Ce montant a été jugé suffisamment inhabituel/important pour éveiller des soupçons.

4) Deux comptes fonctionnaient avec un solde moyen de 20 000 shillings tanzaniens et de 1 340 000 shillings tanzaniens. Les 12 et 15 juillet 2003, ce client y a déposé 13 millions et 100 millions de shillings tanzaniens respectivement. Ces fonds étaient supposés provenir de la vente de biens. Ce montant a toutefois été jugé très important pour ces comptes.

5) Le 15 décembre 2003, le client d'une institution a reçu 89 975 dollars des États-Unis par transfert en ligne le jour même. Depuis juin 2000, le crédit de ce compte n'avait jamais dépassé 9 750 000 shillings tanzaniens. Un montant de 89 975 dollars des États-Unis, qui équivaut à 95 550 000 shillings tanzaniens, a été jugé inhabituel pour ce compte.

La Banque de Tanzanie, les institutions qui avaient signalé ces transactions et les services de réglementation se sont occupés conjointement de ces affaires.

Les intermédiaires financiers autres que les banques et les institutions financières (par exemple hommes de loi, courtiers) ont-ils l'obligation de signaler les transactions suspectes aux autorités compétentes? Si tel est le cas, quelles sont les pénalités appliquées à ceux qui ne les signalent pas?

La loi n° 21 sur la prévention du terrorisme, adoptée en 2002, prévoit que quiconque doit signaler les transactions suspectes liées à des actes terroristes (information) aux autorités compétentes. Le fait de ne pas signaler ces transactions est passible d'une peine de prison comprise entre 2 et 5 ans (art. 40).

En vertu de la même loi, quiconque est tenu de communiquer des renseignements concernant les biens de groupes terroristes ou les biens utilisés pour commettre des délits. Le fait de ne pas communiquer ces renseignements est passible d'une peine minimale de 12 mois de prison.

Toutefois, en vertu des amendements proposés à la loi de 1991 sur les produits de la criminalité, les intermédiaires financiers (c'est-à-dire les hommes de loi et les courtiers) sont tenus de signaler les transactions suspectes aux autorités compétentes.

La directive publiée par la Banque de Tanzanie au sujet du blocage et du gel des comptes et avoirs appartenant à des personnes physiques et morales liées au terrorisme a-t-elle force de loi?

Il n'y a pas de directive unique sur le blocage et le gel des comptes et des avoirs appartenant à des personnes physiques et morales liées au terrorisme. Chaque fois que la Banque de Tanzanie reçoit une liste de noms de personnes physiques et/ou morales liées au terrorisme, elle publie une nouvelle circulaire donnant ces noms, en demandant aux banques et aux institutions financières d'examiner de près leurs registres afin de déterminer si elles ont des comptes ou des avoirs appartenant à ces personnes. Dans ce cas, les banques et les institutions financières sont invitées à bloquer et à geler les comptes et avoirs. Toutes les banques et institutions financières sont tenues de faire rapport à la Banque de Tanzanie, qu'elles aient ou non des liens avec les noms figurant sur la liste. Les banques et les institutions financières s'engagent également à informer la Banque de Tanzanie si les personnes physiques et morales figurant sur la liste tentent d'établir des liens avec elles.

Ces directives n'ont pas en elles-mêmes force de loi, mais il convient de se référer à l'article 17 de la loi BFIA de 1991 dont il a été question plus haut. Les propositions d'amendement à la loi BFIA et le projet de loi contre le blanchiment de l'argent devraient apporter un appui clair et direct à ces directives.

Cette directive est-elle limitée dans son application aux « personnes physiques et morales liées au terrorisme qui figurent sur la liste fournie par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique »? Peut-elle être appliquée en général aux personnes physiques et morales dont il peut être démontré qu'elles ont des liens terroristes bien que leur nom ne figure sur aucune liste?

Une nouvelle directive est publiée chaque fois qu'une liste de noms est reçue du Gouvernement des États-Unis. L'application de ces directives se limite aux noms qui y sont mentionnés. Elles ne peuvent être appliquées d'une façon générale aux personnes physiques et morales dont les liens terroristes peuvent être démontrés alors qu'elles ne figurent sur aucune liste. Lorsqu'une banque ou une institution financière se trouve dans cette situation, elle doit en rendre compte immédiatement en tant « transaction suspecte » conformément aux dispositions de la circulaire n° 8.

Le CCT souhaiterait recevoir des rapports intérimaires sur :

- **La révision de la circulaire sur le gel et le blocage des comptes, etc.**

Comme indiqué plus haut, il n'existe pas de circulaire unique sur le gel et le blocage des comptes, etc. Pour chaque nouvelle liste, une nouvelle directive ou circulaire est adressée à toutes les banques et institutions financières.

Le CCT souhaiterait recevoir un rapport intérimaire sur :

- **Les consultations menées et les mesures prises en vue de créer le service de renseignements financiers envisagé.**

Les propositions d'amendements à la loi sur les produits de la criminalité prévoient l'établissement d'un service de renseignements financiers.

Alinéa b) du paragraphe 1

Qu'est-ce qui constitue un « crime organisé » aux termes de la loi de 1984 relative à la délinquance économique et à la criminalité organisée? Quelle est précisément l'application de cette loi, de la loi de 1991 sur les produits de la criminalité ou de toute autre loi en ce qui concerne le financement du terrorisme, particulièrement lorsque des fonds et d'autres moyens provenant de sources légitimes sont destinés ou peuvent raisonnablement être soupçonnés d'être destinés à être utilisés à des fins terroristes?

Crime organisé

En vertu de l'article 2 de la loi relative à la délinquance économique et à la criminalité organisée, un « crime organisé » désigne « tout ensemble de personnes ou d'entreprises dont la conduite constitue un délit en vertu de la présente loi, ou qui se proposent de se conduire ainsi, une fois, de temps en temps ou de façon continue ».

La loi relative à la délinquance économique et à la criminalité organisée et la loi sur les produits de la criminalité ne parlent pas des biens. Toutefois, la loi sur la prévention du terrorisme interdit de fournir ou de recueillir des fonds et des biens de quelque source que ce soit pour le financement du terrorisme, à savoir :

Article 13

« Toute personne qui fournit ou recueille par un moyen quelconque, directement ou indirectement, des fonds dans l'intention ou sachant ou ayant des raisons valables de savoir que ces fonds seront utilisés en totalité ou en partie pour un acte terroriste, commet un délit et est passible, après jugement, d'une peine de prison allant de 15 à 20 ans ».

Article 14

« Toute personne qui, directement, reçoit des biens ou en fournit, invite une personne à en fournir, ou prête des biens ou des services financiers connexes

a) Dans l'intention qu'ils soient utilisés, en totalité ou en partie, pour commettre un acte terroriste ou pour en faciliter la commission, ou au

bénéficie de toute personne qui commet un acte terroriste ou en facilite la commission, ou

b) Sachant qu'ils seront utilisés, en totalité ou en partie, par un groupe terroriste ou serviront ses intérêts, commet un délit et est passible, après jugement, d'une peine de prison comprise entre 20 et 25 ans ».

Article 15

« Toute personne qui

a) Utilise des biens, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, pour commettre un acte terroriste ou en faciliter la commission; ou possède des biens dans l'intention qu'ils soient utilisés, ou

b) Sachant qu'ils seront utilisés, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, pour commettre un acte terroriste ou en faciliter la commission, commet un délit et est passible, après jugement, d'une peine de prison comprise entre 15 et 20 ans ».

Alinéa c) du paragraphe 1

Veuillez fournir une description détaillée des dispositions de la loi de 1991 sur les produits de la criminalité et de la loi de 1991 sur l'entraide judiciaire en matière pénale qui ont trait au gel des comptes.

Les amendements qu'il est proposé d'apporter à la loi de 1991 sur les produits de la criminalité prévoient le gel des comptes, mais ils ne sont pas encore entrés en vigueur.

Dans quel délai est-il possible d'obtenir une mesure de saisie conservatoire en vertu de la partie V de la loi de 1991 sur les produits de la criminalité?

Les articles 38 et 39 de la loi de 1991 sur les produits de la criminalité stipulent qu'un tribunal peut autoriser une mesure de saisie conservatoire lorsqu'il le juge opportun ou à la demande du Procureur général. L'article 39 définit les circonstances dans lesquelles le tribunal peut ordonner des mesures de saisie conservatoire, circonstances qui déterminent la rapidité avec laquelle la saisie conservatoire peut être prononcée; voici quelques-uns des motifs invoqués :

- i) Si le tribunal est convaincu que le délit en question est un délit spécifique;
- ii) S'il s'agit d'un délit grave autre qu'un délit spécifique, auquel cas le tribunal, sous réserve de la présente disposition, autorise une mesure de saisie conservatoire sur le bien, à moins que le tribunal ait la certitude qu'une décision dans ce sens ne serait pas dans l'intérêt public;
- iii) Lorsque le prévenu n'a pas été jugé coupable du délit considéré, le tribunal ne prononcera qu'un ordre de recherche à moins que la demande de saisie conservatoire ne soit appuyée par la déclaration écrite d'un agent de police indiquant qu'il reconnaît que le prévenu a commis le délit et que le tribunal ait la certitude, s'agissant du contenu de cette déclaration, qu'il existe des motifs raisonnables de penser que tel est le cas;

iv) Lorsque la demande est faite avant que le prévenu ne soit inculpé du délit considéré, sauf dans le cas où le tribunal a la certitude que le prévenu sera inculpé pour ce délit ou un délit connexe dans un délai de 48 heures.

Existe-t-il des dispositions concernant le gel des comptes et la restriction des transferts de biens pendant la procédure d'enquête et la constitution de l'acte d'accusation?

L'article 12 5) a) de la loi de 2002 sur la prévention du terrorisme prévoit le gel des fonds et des avoirs. L'article 35 de la loi sur les produits de la criminalité indique que les biens saisis pendant et à l'issue de l'enquête sont placés sous la garde de l'inspecteur général de la police ou d'un autre responsable doté d'une autorisation écrite, qui veilleront à ce que toutes les mesures raisonnables soient prises pour les conserver jusqu'à ce qu'ils soient présentés aux fins de la loi ou liquidés conformément à la loi.

L'article 44 de la loi de 1985 sur la procédure criminelle prévoit la saisie des biens (pendant l'enquête) jusqu'à la conclusion de l'affaire ou de l'enquête et des soins raisonnables pour assurer leur conservation.

La section VI de la loi de 1991 sur l'entraide judiciaire en matière pénale prévoit la confiscation des biens pendant la procédure d'enquête et la préparation des chefs d'accusation. La section IX S.351 de la loi sur la procédure criminelle prévoit également la saisie des biens.

Alinéa d) du paragraphe 1

Quelles sont les lois, les mesures pratiques de contrôle et les mesures de surveillance mises en place pour s'assurer que les fonds et autres ressources économiques recueillis à des fins religieuses, caritatives ou culturelles ne sont pas détournés à d'autres fins, en particulier pour financer le terrorisme?

Voir la réponse à l'alinéa b) du paragraphe 1.

Veuillez indiquer quelles sont les lois et procédures disponibles pour réglementer les différents systèmes de dépôt, y compris le système connu sous le nom de « hawala » ou des systèmes analogues.

À l'heure actuelle, aucune loi et procédure n'ont été mises en place pour réglementer les systèmes officieux de transfert de fonds du genre « hawala ».

Alinéa a) du paragraphe 2

Les dispositions de la Constitution relatives au recrutement militaire suffisent-elles pour lutter précisément contre le recrutement en Tanzanie de personnes destinées à mener des activités terroristes à l'étranger?

Tous les recrutements dans les forces armées se font conformément à la Constitution de la République-Unie de Tanzanie. L'article 48 1) de la Constitution autorise le commandant en chef (en l'occurrence le Président) à instruire notamment ses forces à mener les opérations qui lui sembleraient nécessaires pour assurer la défense de la République-Unie de Tanzanie, à l'intérieur ou à l'extérieur.

Le CCT souhaiterait recevoir des renseignements plus détaillés sur les dispositions de la législation sur les armes, les munitions et les explosifs, qui présentent un intérêt particulier dans le cadre de cet alinéa. La législation sur les armes à feu prévoit-elle que les particuliers doivent avoir un permis pour posséder ou transporter des armes? Quels sont les contrôles législatifs et administratifs appliqués à l'importation et à l'exportation d'armes, de munitions et autres explosifs?

La République-Unie de Tanzanie dispose de lois et de règles strictes concernant la possession des armes à feu. La Tanzanie dispose d'un registre central des armes où sont inscrites toutes les armes et munitions détenues par des particuliers. Les forces de police assurent la tenue du registre et sa mise à jour.

Loi de 1970 sur la sécurité nationale

Cette loi vise à améliorer la sécurité nationale, à lutter contre l'espionnage, le sabotage et autres activités préjudiciables aux intérêts de la République-Unie de Tanzanie et traite d'autres sujets connexes.

Le paragraphe 8 1) interdit à toute personne de posséder des armes ou des matières offensives sans autorisation légale. Cette interdiction porte sur toute substance, matière ou article fabriqué ou adapté pour causer des dommages ou pour exercer des menaces et comprend les explosifs, les munitions et tout liquide ou substance inflammable ainsi que tout acide ou gaz. Leur possession illégale est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans. L'article 20 1) prévoit que toute personne qui enfreint les dispositions de la loi commet une offense, que ce soit en Tanzanie ou à l'étranger.

Loi de 1963 sur les explosifs

Cette loi vise à réglementer le contrôle de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de l'achat, de la vente, de la possession et de l'utilisation des explosifs et des matières connexes. L'article 3 1) interdit à toute personne d'importer, de fabriquer, de posséder, d'acquérir ou d'écouler, de vendre, de transporter, et de faire le commerce ou le trafic de toute substance explosive dont le commissaire n'a pas approuvé l'utilisation sur le territoire continental de la Tanzanie.

Sanction : amende d'au moins 5 millions de shillings ou emprisonnement pendant au moins 3 ans et au plus 7 ans, ou les deux. Toutefois, les membres des forces armées en Tanzanie agissant dans le cadre de leurs devoirs en tant que membres de ces forces ne tombent pas sous le coup des dispositions de la loi.

La section II de la loi interdit la fabrication d'explosifs à moins que le fabricant ne soit titulaire d'une licence valable et remplisse les conditions prévues par la loi. La section IV interdit l'importation d'explosifs sans permis valable.

La section V interdit le transport d'explosifs sans autorisation et exige que le transit d'explosifs, quel que soit le moyen de transport utilisé, se fasse en respectant les règles de précaution et de sécurité.

Les sections VI et VII fixent des restrictions à l'achat, à la possession et à la destruction des explosifs, et définissent également des conditions d'entreposage.

Loi de 1991 sur les armes et les munitions

L'article 4 de la loi interdit à toute personne de posséder, sauf dans un entrepôt public (et à ses dépens), de transporter et d'avoir sous son contrôle des armes à feu ou des munitions sans permis. Les membres des forces armées en sont dispensés. Cette partie s'applique à la fois à la Tanzanie proprement dite et à Zanzibar; elle prévoit également la reconnaissance réciproque des permis de port d'armes dans les pays voisins, dont le Kenya, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda et le Zimbabwe.

La section III impose des restrictions à l'exportation et à l'importation d'armes et de munitions à destination et en provenance de la Tanzanie, sauf sur présentation d'une licence valable ou lorsque ces armes ne sont pas destinées à des fins guerrières.

Il est également interdit aux voyageurs de faire entrer des armes et des munitions en Tanzanie, sauf dans certaines circonstances et en stricte conformité avec la législation tanzanienne et les conventions internationales. La section IV porte sur les conditions d'entreposage des armes et des munitions et exige que l'importateur obtienne un permis à cette fin. Seul le fonctionnaire autorisé donne des instructions concernant le transport et l'entreposage des munitions. Sanction : 6 ans de prison.

La section IV contient des dispositions sur l'application de la loi, et prévoit notamment la création d'un bureau central à Dar es-Salaam et à Zanzibar pour l'enregistrement des permis et des licences conformément à la loi; les obligations des personnes qui possèdent ou contrôlent des armes et des munitions; la bonne garde des armes et des munitions et les pouvoirs du ministre pour formuler des règles et prévoir des peines pour les personnes qui enfreignent les dispositions de la loi; enfin, la possibilité de fouiller et de saisir des armes et de les confisquer.

Loi de 1991 sur le contrôle des armements

Section II, article 5 : le Président est tenu et autorisé à faciliter et à garantir la formulation et l'application d'une politique réaliste en harmonie avec la sécurité nationale en général pour le contrôle du commerce et de l'utilisation des armes sur le territoire de la République-Unie de Tanzanie.

L'article 11 interdit à toute personne de transporter, de transmettre ou d'avoir en sa possession ou sous son contrôle des armes quelles qu'elles soient, sauf dans les conditions prévues par le Conseil (créé en vertu de la section II). Cet article ne porte pas sur les armements que le Gouvernement a en sa possession.

L'article 12 interdit l'exportation et l'importation d'armements tandis que la section 13 en interdit la fabrication, sauf sous surveillance légale et sous licence. Les articles 16 et 17 portent sur la confiscation d'armements en rapport avec un délit ou sans propriétaire apparent. Sanction : emprisonnement pendant 15 ans au maximum et 7 ans au moins, ou amende ne dépassant pas 3 millions de shillings, ou les deux à la fois.

L'article 19 porte sur les règlements que le Ministre est autorisé à promulguer pour mieux appliquer les dispositions de la loi, en exigeant par exemple que les fabricants, les importateurs ou les vendeurs d'armements tiennent et maintiennent des registres pour fournir des informations au conseil.

Alinéa b) du paragraphe 2

Existe-t-il en Tanzanie un organe spécialisé dans la lutte contre le terrorisme ou est-ce là la responsabilité d'un certain nombre de services ou d'organismes? Dans ce dernier cas, comment est assurée la coordination entre les diverses entités?

Chaque service définit-il sa stratégie de manière indépendante ou applique-t-il des mesures qui ont été décidées à un niveau supérieur? Qui détermine la politique à suivre et, le cas échéant, la répartition des tâches entre les services?

Les services de police ont créé une unité antiterroriste qui est basée au siège du CID. Cette unité travaille en étroite collaboration avec un service homologue qui relève du service tanzanien chargé de l'intelligence et de la sécurité. Cela signifie que la lutte contre le terrorisme en Tanzanie est la responsabilité de divers ministères ou organismes du Gouvernement.

La coordination entre les diverses entités est assurée par des réunions des chefs des services de la défense et de la sécurité. Ils tiennent normalement des réunions à dates fixes pour des questions de sécurité, dont le terrorisme. En cas de menace grave ou d'incident terroriste, les chefs de service se réunissent et décident de la formation d'une équipe spéciale qui sera chargée de faire face à une menace spécifique.

En fonction de la gravité de la situation, chaque agence définit sa stratégie de manière indépendante, mais de manière conforme à la responsabilité constitutionnelle et juridique du ministère. Toutefois, en cas de grave problème national exigeant une approche multisectorielle, la réunion des chefs des services de la sécurité et de la défense fixe alors la politique à suivre et les membres de l'équipe spéciale conjointe répartiront les tâches entre leurs services. Cette équipe conjointe est constituée par l'Inspecteur général de la police, le Directeur général du Service tanzanien du renseignement et le Chef des forces armées.

Alinéa c) du paragraphe 2

Quelles sont les dispositions qui permettent d'exclure de la Tanzanie les demandeurs d'asile et autres personnes visées à l'alinéa c) du paragraphe 2 de la résolution?

Les services de police observent les procédures établies par Interpol. Le délai nécessaire pour répondre à la demande d'un État Membre varie en fonction de divers facteurs tels que la fourniture de renseignements suffisants par l'État demandeur ainsi que la nature ou le statut de la demande. Pour une demande classée urgente, nous devons pouvoir réagir dans un délai de 24 heures. Ce délai peut être d'un mois pour une demande ordinaire.

Alinéa d) du paragraphe 2

Le CCT souhaiterait recevoir un rapport intérimaire et un compte rendu détaillé des mesures prises pour renforcer les lois tanzaniennes afin de

répondre aux conditions de cet alinéa, en particulier s'agissant des aspects transnationaux de l'activité terroriste.

Le Gouvernement tanzanien a promulgué en 2002 la loi n° 21 sur la prévention du terrorisme, qui prévoit de vastes mesures pour combattre le terrorisme. Cette loi définit et interdit les actes de terrorisme.

Alinéa e) du paragraphe 2

Quelle est la compétence des tribunaux tanzaniens pour juger les actes criminels relevant de chacune des catégories suivantes :

- **Un acte commis à l'étranger par un citoyen tanzanien ou une personne qui réside généralement en Tanzanie (que cette personne y réside ou non actuellement)**

Code pénal, titre 16

Le chapitre III définit de l'application territoriale du Code.

L'article 6 prévoit notamment que la compétence des tribunaux du Tanganyika aux fins de ce code s'étend à :

b) Toute infraction commise par un citoyen du Tanganyika, en un lieu quelconque à l'étranger.

- **Un acte commis en dehors de la Tanzanie par un ressortissant étranger se trouvant actuellement en Tanzanie**

En vertu de la loi n° 15 de 1965 sur l'extradition, les tribunaux tanzaniens sont compétents pour juger les affaires dans lesquelles un acte criminel est commis en dehors de la Tanzanie par un ressortissant étranger qui réside à ce moment là en Tanzanie.

Alinéa f) du paragraphe 2

Veillez fournir une liste des traités bilatéraux et multilatéraux sur l'entraide judiciaire en matière pénale et l'extradition auxquels la Tanzanie est partie.

La Tanzanie a signé plusieurs accords bilatéraux sur l'entraide judiciaire en matière pénale en fonction de ses besoins. C'est ainsi que la Tanzanie a conclu un accord bilatéral avec les États-Unis d'Amérique, le Kenya, Maurice et l'Ouganda.

Quel est le délai légal pour répondre à une demande d'assistance judiciaire dans les enquêtes ou procédures criminelles (en particulier celles liées au financement ou autres formes d'appui aux actes terroristes) et combien de temps faut-il en moyenne, dans la pratique, pour répondre à une telle requête en Tanzanie?

Les services de police observent les procédures établies par Interpol. Le délai nécessaire pour répondre à la demande d'un État Membre varie en fonction de divers facteurs tels que la fourniture de renseignements suffisants par l'État demandeur ainsi que la nature ou le statut de la demande. Pour une demande classée

urgente, nous devons pouvoir réagir dans un délai de 24 heures. Les affaires d'extradition/assistance mutuelle exigent en moyenne cinq mois.

Alinéa g) du paragraphe 2

Veuillez décrire les modalités de la coordination interservices entre les autorités chargées de la drogue, du dépistage financier et de la sécurité, s'agissant en particulier de l'intensification des contrôles frontaliers pour prévenir le mouvement des groupes terroristes.

À chaque grand point d'entrée en Tanzanie, des employés des services gouvernementaux, à savoir la police, l'immigration, le service tanzanien du renseignement et de la sécurité et le Trésor public ont la charge d'assurer la sécurité du pays. Chaque service a une compétence spécifique pour les questions qui relèvent de ses fonctions, par exemple si un employé des douanes repère une personne soupçonnée de trafic de drogue, il confiera automatiquement la question à la police. Afin d'améliorer la coordination, des séances de formation conjointes sont organisées à l'intention des responsables des postes frontière.

La Tanzanie applique également un programme d'interdiction du terrorisme en vertu duquel les principaux points d'entrée sont équipés d'ordinateurs et les passeports sont scannés pour en établir l'authenticité et l'identité.

La police effectue de temps en temps des patrouilles et des opérations frontalières à partir des renseignements recueillis. Toutefois, cette tâche est extrêmement difficile en quelque sorte, compte tenu du fait que la Tanzanie a des frontières communes avec huit pays et plus de 1 000 kilomètres de côtes.

Quelles mesures ont été prises pour prévenir la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de papiers d'identité et de documents de voyage (par opposition à la punition des personnes qui se livrent à ces activités)?

La Tanzanie a adopté des passeports lisibles à la machine ainsi que des systèmes informatisés aux points d'entrée.

Lorsqu'une personne est arrêtée avec des documents de voyage falsifiés, elle fait l'objet de poursuites en vertu des dispositions de la loi tanzanienne n° 20 de 2002 sur les passeports et les documents de voyage.

Comment la Tanzanie défend-elle ses postes frontière contre les passages non autorisés?

La Tanzanie protège ses frontières étendues contre les passages non autorisés grâce à un système conjoint de suivi mis en place aux points d'entrée. Le Bureau de l'immigration collabore étroitement avec la sécurité nationale et les forces de police pour protéger les frontières.

Alinéa c) du paragraphe 3

Quelle est la base légale de l'extradition en Tanzanie? En particulier :

- **L'extradition est-elle régie en quoi que ce soit par la législation? Dans ce cas, définir la législation.**

Oui.

La Tanzanie dispose d'une législation en matière d'extradition, à savoir la loi n°15 sur l'extradition de 1965, la loi de 1971 sur l'entraide judiciaire en matière pénale et la loi n°21 de 2002 sur la prévention du terrorisme.

- **L'extradition est-elle subordonnée d'une manière quelconque à l'existence de traités bilatéraux? Si tel est le cas, veuillez fournir la liste des pays avec lesquels la Tanzanie a conclu des accords bilatéraux à ce sujet.**

Liste des pays :

Kenya
Maurice
Ouganda
Zambie

Alinéas d) et e) du paragraphe 3

Le CCT souhaiterait recevoir un rapport sur les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, rendant compte des progrès réalisés par la Tanzanie afin de :

- **Devenir partie aux instruments auxquels elle n'est pas encore partie; et**
- **Promulguer la législation et prendre d'autres arrangements nécessaires pour mettre en oeuvre les instruments auxquels elle est devenue partie.**

La Tanzanie a ratifié huit conventions relatives au terrorisme. Une procédure est en cours pour déposer des projets de loi en vue de ratifier les quatre conventions restantes.

Alinéa e) du paragraphe 3

Le CCT souhaiterait recevoir un rapport sur les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme rendant compte des progrès réalisés par la Tanzanie afin de :

- **Devenir partie aux instruments auxquels elle n'est pas encore partie; et**
- **Promulguer la législation et prendre d'autres arrangements nécessaires pour mettre en oeuvre les instruments auxquels la Tanzanie est devenue partie.**

Prière de se référer à la réponse donnée ci-dessus aux alinéas d) et e) du paragraphe 3.

Alinéa e) du paragraphe 3

Étant donné que la Tanzanie n'a jusqu'ici ratifié que quatre des instruments internationaux pertinents et qu'elle reconnaît [réponse à l'alinéa d)

du paragraphe 2)] la nécessité de renforcer les lois nationales existantes afin d'y inclure la question du terrorisme, le CCT souhaiterait voir élaborer une déclaration selon laquelle la Tanzanie applique pleinement les conventions, protocoles et résolutions auxquels renvoie cet alinéa.

La Tanzanie a ratifié huit conventions relatives au terrorisme. Une procédure est en cours pour déposer des projets de loi visant à ratifier les quatre conventions restantes.

Les infractions énumérées dans les conventions et protocoles internationaux pertinents figurent-elles désormais en tant qu'infractions passibles d'extradition dans les traités bilatéraux pertinents, s'ils existent, auxquels la Tanzanie est partie?

Délits passibles d'extradition :

1. Homicide et délits analogues

Meurtre, tentative de meurtre et complot de meurtre

Homicide involontaire

2. Blessures à des personnes ne constituant pas un homicide

Blessures ou coups et blessures graves

Agression provoquant de vraies blessures ou autres agressions aggravées passibles de peines de prison de 5 ans ou plus

3. Enlèvement, viol et délits analogues

Viol, profanation, union charnelle illégale

Attentat à la pudeur

Avortement et infractions connexes

Vol d'enfants

Enlèvement et emprisonnement forcé

Proxénétisme

4. Stupéfiants et drogues dangereuses

Infractions liées aux stupéfiants

Infractions liées au trafic de drogues dangereuses

5. Dommage aux biens

Dommages délibérés à des biens

Incendie volontaire

6. Falsification de la monnaie et infractions analogues

Contrefaçon et traficage de l'argent, et mise en circulation de fausse monnaie ou de monnaie trafiquée

Délits liés à la contrefaçon

7. *Malversation, fraude et délits analogues*

Vol et délits connexes

Abus de confiance, vol avec effraction, cambriolage, vol, vol à main armée

Lettre de menace ou autres formes de menaces envoyées dans l'intention d'extorquer des fonds

Intimidation

Obtenir de l'argent ou des marchandises sous de faux prétextes

Faux témoignage et incitation au faux témoignage

Corruption active et corruption

Infractions commises contre la loi sur la faillite par des personnes déclarées en faillite, ou toute infraction visée par les lois sur la faillite

Détournement de fonds frauduleux, fraude

Recel

8. *Piraterie et opérations analogues*

Piraterie aux yeux du droit des nations

Sabordage ou destruction d'un navire en mer ou d'un aéronef dans les airs, ou tentative de conspiration pour le faire

Agression à bord d'un navire en haute mer ou d'un aéronef dans les airs dans l'intention de causer la mort ou de graves blessures

Révolte ou complot de révolte par deux personnes ou plus, à bord d'un navire en haute mer ou à bord d'un aéronef dans les airs, contre l'autorité du commandant du navire ou de l'aéronef

Alinéa g) du paragraphe 3

Les demandes d'extradition de supposés terroristes peuvent-elles être rejetées pour des motifs politiques en vertu de la législation tanzanienne?

Oui.

L'article 16 1) de la loi sur l'extradition prévoit notamment que sous réserve des dispositions de l'article 17, aucun criminel en fuite ne peut être livré à la police et aucune personne arrêtée en vertu de la section III de la présente loi ne peut être extradée

a) « Si le délit pour lequel son extradition est demandée, ou le délit spécifié dans le mandat selon le cas, revêt un caractère politique, ou s'il semble que la demande d'extradition, ou la demande d'approbation d'un mandat d'extradition de la personne qu'il vise a en fait été présentée dans l'intention de le juger ou de le punir pour un délit d'ordre politique. »

Quoi qu'il en soit, cet article ne s'applique pas aux affaires liées au terrorisme. L'article 39 de la loi sur la prévention du terrorisme stipule notamment

« Nonobstant toutes les dispositions de la loi de 1965 sur l'extradition, tout délit qui entraîne :

- a) La mort d'une personne ou de graves blessures à une personne, ou
- b) De graves dommages à des biens;

est considéré, aux fins de l'extradition en vertu de la présente loi, comme ne constituant pas un délit de caractère politique ou en rapport avec un délit politique ou inspiré par des motifs politiques. »

Il serait utile au CCT de disposer d'exemplaires à jour des lois ci-après, ou d'un moyen d'accès à ces lois sur l'Internet :

Loi de 1984 relative à la délinquance économique et à la criminalité organisée

Loi de 1991 sur les produits de la criminalité

Loi de 1991 sur l'entraide judiciaire en matière pénale

Loi de 2002 sur la prévention du terrorisme

Toutes les lois citées dans le présent rapport peuvent être consultées sur le site Web ci-après :

<<http://www.parliament.go.tz>>.
